

## **Serbie : vente d'avions Rafale à l'allié de la Russie**

– Mercredi 4 septembre 2024

À l'occasion de sa visite en Serbie les 29 et 30 août 2024, le président de la République a signé avec son homologue serbe, Aleksandar Vučić, un contrat de près de 3 milliards d'euros sur la livraison de 12 avions Rafale de dernière génération.

Si le Parti socialiste ne peut que se féliciter des succès de l'industrie française de défense, il déplore dans ce cas précis l'absence totale de consultations parlementaires alors même que la Serbie est non seulement alignée avec la Russie, mais mène une politique systématique de déstabilisation dans les Balkans occidentaux, à l'instant de ces derniers mois: les 23 et 24 septembre 2023 en commanditant l'attaque d'un commando paramilitaire stoppé dans le nord du Kosovo par la police locale et dont les instigateurs jouissent de l'impunité en Serbie ; en organisant le 17 décembre 2023 des élections parlementaires et locales reconnues frauduleuses par le rapport des observateurs internationaux de l'ODIHR ; en refusant le 23 mai 2024 de reconnaître le contenu de la résolution portant sur la reconnaissance du génocide de Srebrenica et en instiguant des manifestations négationnistes ; en multipliant les événements promouvant le mythe de la « Grande Serbie », comme la convocation le juin 2024 d'une « Assemblée panserbe » à Belgrade, ou lors de l'ouverture de la Maison de Serbie à Paris le 27 juillet 2024 aux côtés du dirigeant serbe bosnien sécessionniste de la Republika Srpska, Milorad Dodik ; en s'alignant systématiquement avec la position politique hongroise qui refuse l'application de la politique de sanctions européennes à l'égard de la Russie ; en refusant toujours de mener des enquêtes sur les centaines de cadavres déterrés près de l'aéroport militaire de Batajnica ou les Rafale seront censés atterrir.

Dans ce contexte, le Parti socialiste non seulement ne comprend pas la justification de l'Élysée qui affirme que ce contrat va arrimer la Serbie à l'Europe, mais exprime sa solidarité avec les inquiétudes exprimées dans la région par les forces et pouvoirs démocratiques et par les sociétés civiles. D'autre part, le Parti socialiste redoute que, sur le plan national, ce contrat mette fin à toute prétention affichée depuis 2019 de retour de l'influence de la France dans les Balkans, et sur le plan européen, décrédibilise les perspectives d'intégration européenne en décourageant ainsi davantage les forces réformatrices et démocratiques, à commencer par celles de Serbie soumises au régime autocratique du président Vučić.

Le Parti socialiste appelle ainsi le président de la République à soumettre au Parlement le contrat de cette vente et à la suspendre tant que les paramètres d'usage de ces Rafale et de leur contrôle démocratique ne seront pas inscrits, garantis et encadrés au préalable par un accord de défense.

Après l'aveuglement de la droite qui avait mené à la vente des navires Mistral à la Russie, le Parti socialiste vient aujourd'hui alerter du risque encouru avec la Serbie en matière de livraison d'armements sensibles.

**Dylan Boutiflat**, secrétaire national aux Relations internationales

**Anna Pic**, députée de la Manche, cheffe de file Défense au sein du groupe socialistes et apparentés